

Temps de travail et travail du temps : comment passer d'une mesure de la valeur économique à la prise en compte des valeurs non économiques ?

Jean-Marie Harribey

Université Montesquieu-Bordeaux IV, Centre d'Economie du Développement

*in Barrué-Pastor M., Bertrand G. (éd.), Les temps de l'environnement,
Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2000, p. 237-255.*

Introduction

Toutes les écoles de pensée en économie ont pour point de départ une théorie de la valeur des marchandises. L'école classique et l'école marxiste ont fait du travail, concret pour la première, abstrait pour la seconde, le fondement ou la substance de la valeur. L'école néo-classique adopte un autre postulat en faisant reposer la valeur sur l'utilité mais rejoint les deux autres écoles dans l'éloge de la rationalité économique qui fait du gain de temps de travail le critère de l'efficacité des systèmes productifs mesurée par les gains de productivité. Directement ou indirectement, le travail est donc traditionnellement l'instrument de mesure privilégié de la valeur économique, et, par conséquent, instrument de mesure du processus de valorisation du capital et, sous certaines conditions, de l'enrichissement de la société.

Ces critères rencontrèrent leurs premières limites pour prendre en compte les biens naturels non produits par l'activité humaine. Lorsque la fiction de l'inépuisabilité des ressources s'effondra, la réaction de la théorie dominante fut d'affirmer que le marché pouvait évaluer les effets intergénérationnels de l'utilisation des ressources non renouvelables, et cela notamment par une traduction monétaire du temps grâce à un taux d'actualisation.

L'objectif est ici de montrer d'abord que cette réponse aboutit à réduire les processus biologiques à des phénomènes monétaires et à rendre équivalents des temps incommensurables entre eux, le temps de l'économie et celui de la vie. Il s'agira ensuite de mettre en évidence le changement de problématique : de la question centrale de l'économie politique *qu'est-ce qui mesure la valeur ?*, on passe à la question *de quelle(s) valeur(s) s'agit-il ?* D'une problématique centrée sur la valeur économique dont le temps de travail était le fondement, on glisse à une problématique où les valeurs éthiques et socio-culturelles deviennent prioritaires et auxquelles la valeur économique et le processus d'accumulation doivent être subordonnés.

1. La réduction des processus biologiques à des phénomènes monétaires

Les menaces pesant sur l'environnement et provenant de l'activité humaine ont amené les économistes à reconsidérer leur attitude traditionnelle face aux ressources et aux biens naturels. Ils ont ouvert une voie de la théorie économique actuellement en plein essor : l'économie de l'environnement qui représente une tentative inédite pour ramener la nature et ses ressources à une catégorie économique.

La terre et les ressources naturelles étaient considérées comme rares par Malthus qui analysait les risques d'une croissance démographique supérieure à la croissance des produits de la terre. Plus tard, Jevons affirma que la suprématie de la Grande Bretagne due au charbon ne serait que passagère. Cependant, entre-temps, Say avait opéré une première rupture avec les classiques anglais en affirmant : « (Les richesses naturelles) nous sont données gratuitement et avec profusion par la nature, comme l'air que nous respirons, la lumière du

jour, l'eau qui nous désaltère, et une foule d'autres choses dont l'usage nous est devenu familier, que nous en jouissons sans y penser. (...) En supposant que les hommes pussent créer des richesses naturelles ils n'auraient aucun motif pour s'en donner la peine; on peut faire artificiellement de l'air respirable; mais ce n'est que comme une expérience de chimie; car, si nous en faisons pour notre usage, il nous faudrait payer ce que la nature nous offre gratuitement. D'un autre côté les richesses naturelles sont inépuisables, car, sans cela, nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Ne pouvant être ni multipliées ni épuisées, elles ne sont pas l'objet des sciences économiques. » [Say, 1840, p. 65-66, 68]. On remarque ici l'erreur logique de Say : à supposer que les ressources soient inépuisables, elles seraient alors gratuites, mais qu'est-ce qui permet de renverser la proposition pour déduire de la gratuité des ressources leur caractère inépuisable ? Ricardo s'était révélé meilleur analyste que Say parce qu'il n'inversait pas la proposition et faisait de l'inépuisabilité la cause de la gratuité, et non de cette dernière le signe de l'inépuisabilité. « Lors d'un premier établissement dans un pays où abondent les terres riches et fertiles, seule une très faible proportion d'entre elles est mise en culture (...) Il n'y aura alors pas de rente, car personne ne paiera pour l'usage du sol, alors que nombre de terres ne sont pas encore appropriées et restent disponibles pour quiconque décide de les cultiver. Suivant les principes généraux de l'offre et de la demande, aucune rente ne pourra être versée pour une telle terre au même titre que l'on ne paiera pas pour l'usage de l'air, de l'eau ou de tout autre don de la nature existant en quantité illimitée. (...) De même, pour produire leurs marchandises, le brasseur, le distillateur et le teinturier utilisent sans cesse l'air et l'eau ; mais ces agents, dont l'offre est illimitée, n'ont aucun prix. » [Ricardo, 1992, p. 91].

Plus tard, dans la mesure où la rareté des ressources naturelles n'était pas ressentie comme une rareté physique mais comme le simple résultat de la rareté des facteurs nécessaires à leur mise à disposition de l'industrie humaine, les néo-classiques opérèrent une deuxième rupture : peu à peu les facteurs naturels et la terre furent assimilés à du capital et donc susceptibles d'être reproduits grâce à du travail et du capital. Les fondements de la notion de soutenabilité faible étaient posés. Ainsi, de Clark et Wicksteed à Knight, les fonctions de production ne distinguèrent plus que deux facteurs de production, le travail et le capital dont la particularité serait d'être substituables. L'idée de la fertilité naturelle de la terre fut définitivement abandonnée car la fertilité pouvait *se construire*.

L'intégration de l'environnement dans le modèle d'équilibre général walrasien a été inaugurée par Hotelling [1931] et trouve son aboutissement dans la règle de compensation énoncée par Hartwick [1977] garantissant l'équité entre les générations présentes et futures. Les rentes prélevées au fur et à mesure de l'épuisement des ressources, qui sont égales à la différence entre le prix et le coût marginal des ressources, doivent être réinvesties pour produire du capital substitut aux ressources épuisées ; ces rentes croissent de période en période d'un taux égal au taux d'actualisation. C'est la conception de la soutenabilité dite *faible* par opposition à la soutenabilité *forte* dans laquelle le maintien du stock de ressources naturelles est au contraire recherché sans faire appel à la substituabilité. Cette démarche se révèle être un échec car l'avenir est sacrifié par un taux d'actualisation et car la nature a une valeur inestimable.

1.1. Un taux d'actualisation n'est pas pertinent pour prendre en compte l'avenir à très long terme

Tous les modèles d'analyse et de gestion des ressources naturelles, à la suite de Hotelling, intègrent un taux d'actualisation pour indiquer que des coûts (ou des avantages) de même montant n'ont pas la même valeur selon le moment auquel ils sont engagés (ou perçus). Le taux d'actualisation est le moyen d'exprimer la préférence du présent au futur : plus le taux sera élevé, plus la dépréciation du futur sera forte. Appliqué à la gestion des éléments

naturels, il attribue à ceux-ci une valeur future inférieure à leur valeur actuelle : l'intérêt des générations à venir qui les utiliseront est donc sacrifié. Il ne peut alors être question d'équité intergénérationnelle définie à partir des principes de justice de Rawls [1971]. La procédure d'actualisation introduit le temps dans le calcul économique. Mais le temps économique n'a aucune commune mesure avec le temps biologique et écologique. Les processus de constitution et d'évolution des écosystèmes échappent à tout horizon humain. Les décisions que les individus et la collectivité doivent prendre en matière de politique de l'environnement se heurtent à l'incertitude entourant leurs conséquences dans l'avenir. Cette incertitude concerne à la fois l'inventaire des conséquences possibles des décisions pour le futur et la probabilité de leur apparition.

1.2. L'évaluation monétaire de la nature est une absurdité

L'absence de prix pour les éléments naturels taraboude à ce point les économistes néo-classiques qu'ils n'ont eu de cesse que de parvenir à chiffrer le prix de la planète Terre. C'est chose presque faite : une équipe de chercheurs dirigée par Robert Costanza [1997] a évalué les prix des services annuels rendus par la nature entre 16 000 et 54 000 milliards de \$ 1994.

Les économistes néo-classiques ont recours à un prix *fictif* correspondant au coût marginal des mesures de protection ou de reconstitution. Ce faisant, ils reconnaissent ne mesurer que le *prix d'usage* d'un bien naturel. Ils admettent que les éléments naturels peuvent posséder en outre une valeur d'*option* (anticipation de la valeur que pourrait avoir un bien naturel, inutilisé aujourd'hui, lors d'une utilisation future) ou de *quasi-option* (avantage dont la société bénéficiera grâce à la collecte d'informations nouvelles lorsque la consommation d'un bien naturel est différée), une valeur de *legs* (liée au désir de transmettre cet élément aux générations futures), une valeur d'*existence* (en dehors de toute utilisation présente ou future), et une valeur *écologique* (liée à la préservation des écosystèmes).

Mais cette reconnaissance d'éléments jusque là ignorés n'entretient-elle pas la confusion conceptuelle plus qu'elle ne clarifie les choses ? Dans le cas des ressources naturelles, une valeur calculée en faisant, si elle était possible, la somme des éléments ci-dessus (prix d'usage, valeur d'option, valeur de legs, valeur d'existence, valeur écologique) aboutirait à une valeur infinie s'il s'agit de ressources conditionnant la survie de l'espèce humaine, c'est-à-dire à une valeur proprement *inestimable*. Or, parler de valeur infinie vide de sens toute notion économique de valeur. De plus, additionner des éléments relevant de l'économique, donc quantifiables, et des éléments relevant de l'éthique ou de l'esthétique, par définition non quantifiables, est dénué de sens : peut-on imaginer l'addition de l'esthétique du cirque de Gavarnie et du montant des forfaits de remonte-skis vendus en une saison sur les pentes entourant le cirque ? Les économistes néo-classiques croient pouvoir réitérer l'astuce permettant d'additionner des quintaux de blé et des hectolitres de vin : en passant par la monnaie. Mais, ce qui est possible pour deux biens *économiques*, quoique physiquement différents, ne l'est pas dès qu'il y a un élément non économique. En refusant de reconnaître la différence de nature fondamentale entre valeur d'échange et valeur d'usage, en fondant la première sur la seconde, les économistes néo-classiques justifient par avance la marchandisation du monde puisque l'extension des valeurs d'usage et donc de la satisfaction qui en est retirée ne peut provenir que de celle des valeurs d'échange, de la « valorisation », de la « mise en valeur » comme ils disent. De deux choses l'une : ou bien l'économie englobe l'éthique, et l'économiste est fondé à utiliser ses méthodes pour évaluer la dimension éthique ; ou bien l'éthique n'est pas réductible à une partie de l'économie mais au contraire dépasse celle-ci, et alors les critères marchands ne peuvent être pertinents.

En fait, les économistes néo-classiques reprennent en partie le vocabulaire des classiques mais l'analyse se situe en deçà de la leur. De Smith à Marx, la valeur d'usage doit être distinguée de la valeur d'échange. La première n'a pas de mesure et on ne peut dire que

deux choses à son sujet : ou bien elle n'existe pour personne si l'objet ne remplit aucune fonction pour quiconque (variante : elle n'existe pas pour tel individu si elle ne remplit aucune fonction pour lui), ou bien elle est plus ou moins grande, voire infinie, pour celui qui désire l'objet ou pour la collectivité, sans que l'on puisse évaluer ce plus ou moins.

Très logiquement, les classiques avaient limité le champ d'application de leur théorie de la valeur aux marchandises produites et affirmé que les ressources naturelles n'avaient pas de valeur puisqu'elles n'étaient pas le fruit d'un travail. Là où les néo-classiques feignent de voir une légèreté conceptuelle ou un mépris de la nature, il n'y avait que parfaite cohérence intellectuelle. Le tort des classiques, sauf de John Stuart Mill sans doute, et celui, au moins partiellement, de Marx¹ furent de croire que la capacité de transformation de la nature par le travail était sans limites. Le tort des néo-classiques est de traiter de la même manière la catégorie prix d'une ressource-stock et la catégorie prix d'une marchandise-flux.

Les néo-classiques prétendent renouveler la théorie de la valeur alors que véritablement ils ne font qu'étendre la notion de valeur-utilité. Mais de plus, ils sont totalement désarmés pour envisager la nature : ils lui inventent une valeur économique absurde et la réduisent à du capital au sens technique du terme. Il ne restera plus aux néo-classiques qu'à inventer la notion de capital humain : alors, l'usage de capital technique, de capital naturel et de capital humain seront trois formes particulières d'instrumentalisation de la vie dans un plan de rentabilisation.

2. Un renversement de problématique

L'application de l'approche systémique et des principes de la thermodynamique à l'étude des relations entre la biosphère et l'économie a ouvert des perspectives radicalement nouvelles grâce notamment à Nicholas Georgescu-Roegen [1979].

Cette approche a brisé la vision de l'univers en termes de répétitivité, d'immuabilité, de déterminisme et de réversibilité. Elle inaugure une vision en termes d'évolution et d'irréversibilité ; ainsi rompt-elle avec l'élimination du temps. L'irréversibilité du temps conduit à abandonner l'hypothèse de rationalité parfaite incompatible avec le fait que toute décision intervient dans un cadre social et historique.

Le respect des biorythmes naturels et humains, l'esthétique, la qualité de la vie et la vie elle-même ne relevant pas de la logique de l'économie marchande et de son régulateur, le marché, ils ne sauraient être produits et reproduits spontanément par celle-là et celui-ci.

Il ne faut toutefois pas s'imaginer que le passage d'une problématique centrée sur la valeur économique à une autre centrée sur les valeurs éthiques ou sociales signifie que *la loi de la valeur* disparaît quand bien même la valeur, d'une part, disparaîtrait, et d'autre part, deviendrait subordonnée aux valeurs éthiques et sociales.

2.1. *La loi de la valeur ne disparaît pas même si la valeur disparaît*

Comment la loi de la valeur s'applique-t-elle à l'époque de la crise écologique et sociale du développement ? Le développement économique menace les phénomènes de régulation

¹. Malgré son enthousiasme pour le développement des forces productives, Marx [1965, p. 997-999] écrit tout de même : « La production capitaliste (...) trouble les échanges organiques entre l'homme et la terre, en rendant de plus en plus difficile la restitution de ses éléments de fertilité, des ingrédients chimiques qui lui sont enlevés et usés sous forme d'aliments, de vêtements, etc. (...) La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse: la terre et le travailleur. » Et plus tard, il écrit encore [Marx, 1968, p. 1385-1386] : « Dans une organisation économique de la société supérieure à la nôtre, le droit de propriété de certains individus sur le globe terrestre paraîtra tout aussi absurde que le droit de propriété d'un être humain sur un autre. Aucune société, aucun peuple ni même toutes les sociétés d'une époque prises ensemble ne sont les propriétaires de la terre. Ils n'en sont que les possesseurs, les usufruitiers, et ils devront la léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en *boni patres familias* (bons pères de famille). »

qui conditionnent la reproduction des écosystèmes, c'est-à-dire les espèces vivantes et leurs biotopes. Sur le plan social, le développement s'est révélé incapable de faire reculer significativement la misère et la pauvreté ; au contraire, il semble en reproduire constamment de nouvelles formes puisque les 20% d'individus les plus pauvres de la planète ne possèdent que 1,1% du revenu mondial, alors qu'ils en avaient 1,4% en 1991 et 2,3% en 1960, tandis qu'au cours des trente dernières années, la part des 20% les plus riches est passée de 70% à 85% du produit mondial ; il s'ensuit que l'écart entre les quintiles extrêmes était de 1 à 30 en 1960 et de 1 à 78 en 1991 [PNUD, 1997, p. 1-10]. Simultanément, il s'avère impossible d'endiguer la montée du chômage, de la pauvreté et de la précarité : les pays de l'Union Européenne comptent une vingtaine de millions de demandeurs d'emploi, ceux de l'OCDE près de 40 millions, et dans le monde il y en aurait 120 millions auxquels il faut ajouter 700 millions de personnes sous-employées.

L'accumulation du capital conduit d'un côté au gaspillage et à la détérioration des ressources naturelles et de l'environnement, et d'un autre côté à un gâchis humain et social dans la mesure où des populations entières et de plus en plus nombreuses sont rejetées à l'écart du monde de l'économie, tant dans les pays pauvres que dans les pays riches.

C'est donc au moment même où un nombre croissant d'individus sont exclus de toute possibilité d'insertion sociale et où apparaissent les dangers de la non prise en compte du « patrimoine » naturel que resurgit le problème de la valeur, autant sous sa forme économique que sous sa forme éthique, alors que la théorie économique officielle avait toujours nié que le travail était le seul facteur créateur de valeur ajoutée et qu'elle avait exclu du champ du calcul économique les éléments du patrimoine naturel réputés sans valeur car inépuisables (Ricardo) ou inépuisables car sans valeur (Say).

Malheureusement, la résurgence de la question de la valeur est l'objet d'un embrouillamini considérable tant sur le terrain de l'écologie que sur le terrain social.

2.1.1. Valeur et soutenabilité écologique

Ludwig Von Mises fut l'un des premiers à accuser la théorie de la valeur-travail et la loi de la valeur de Marx de ne pas tenir compte des facteurs naturels de la production et de leur valeur *intrinsèque*.

Son raisonnement était le suivant [Von Mises, 1938, p. 153]. Soient deux objets P et Q ayant nécessité la même quantité globale de travail pour les produire, 10 heures, se décomposant ainsi :

P : 8 heures de travail direct et 2 unités de la matière première a (chaque unité de celle-ci nécessitant 1 heure de travail).

Q : 9 heures de travail direct et 1 unité de a .

Mises considère que la théorie de la valeur-travail attribue à tort la même valeur à P et Q , alors que P , incluant davantage de matière première, doit être estimé davantage. Si on suit le raisonnement de Mises, cela signifie que la valeur de $2a$ n'est pas totalement exprimée par 2 heures de travail. Autrement dit, indépendamment du travail pour la produire, la matière première a a une valeur d'échange intrinsèque (la valeur... *naturelle*... de la nature). On peut se demander alors pourquoi l'économie industrielle et les économistes néo-classiques ont tant écarté la prise en compte de la dégradation des éléments naturels.

Quelle serait cette valeur intrinsèque ? Supposons un minerai dont la preuve de l'existence est établie et qui gît au fond des océans mais que les techniques connues ne permettent pas d'atteindre. Quelle est sa *valeur d'échange* ? Nulle. Ce qui ne signifie pas qu'il n'ait pas une autre valeur que monétaire. Supposons qu'il soit désormais accessible. Sa valeur d'échange va dépendre des conditions de sa production maintenant possible, à laquelle on peut ajouter sa valeur d'échange intrinsèque qui, on vient de le voir, est... nulle.

La non prise en compte des éléments naturels dans le calcul économique n'est pas le signe de faiblesse de ce calcul, de sa méthode, que soit à la marge ou à partir du travail. Les économistes les ont laissés de côté parce qu'ils sont incapables de penser le calcul en dehors de la propriété privée de l'objet du calcul. Pourquoi l'utilisation permanente de l'air à des fins économiques n'a-t-elle jamais été incluse dans le calcul ? Parce que l'air n'est pas approprié ni appropriable. Pourquoi la terre au contraire y a été incluse ? Parce qu'elle est appropriable et appropriée : dès lors, son propriétaire peut (mérite de) percevoir une rente.

Comment, alors, les économistes qui veulent remédier aux défauts de leur discipline peuvent-ils s'y prendre pour intégrer les éléments naturels dans le calcul économique ? Ils n'ont qu'une méthode à leur disposition parce qu'elle est la seule possible. S'il s'agit de ressources naturelles reproductibles, elles sont utilisables à la suite d'une production humaine et la théorie de la valeur-travail retrouve (à l'insu des économistes néo-classiques ?) un terrain d'application puisque l'établissement de la relation biunivoque entre le système-travail et le système-prix intégrera cette nouvelle donne. S'il s'agit de ressources naturelles non renouvelables ou seulement partiellement reproductibles, elles ne peuvent être considérées comme des marchandises au sens ricardien du terme ; de ce fait, elles échappent au champ d'application de la théorie de la valeur-travail, ce qui ne peut être imputé à la dite théorie puisqu'elle n'a jamais revendiqué ce champ. En revanche, la fixation d'un prix pour la *mise à disposition* des ressources non renouvelables n'échappe pas au champ de la théorie de la valeur-travail. En effet, on découvre aujourd'hui que le marché avait omis jusqu'ici de comptabiliser les coûts externes constitués par les atteintes à l'environnement. Or, de l'avis des économistes néo-classiques eux-mêmes, il faudrait maintenant réintroduire dans le calcul économique le coût de préservation ou de réparation des ressources rares. Cette préservation ou cette réparation étant le résultat de l'activité humaine, la théorie de la valeur-travail retrouve une portée, mais seulement pour mesurer ces coûts-là qui s'ajoutent aux coûts d'extraction, de transformation, bref les coûts de la production humaine, mais absolument pas pour mesurer les coûts de l'*auto-production naturelle des éléments naturels* qui, en termes humains, n'ont pas de sens. Mises et Hayek qui pourfendirent la prétention des économies planifiées à élaborer un calcul économique rationnel en l'absence de propriété privée et de monnaie ignorèrent totalement les difficultés insurmontables que posent l'évaluation des ressources naturelles épuisables et l'allocation intergénérationnelle de celles-ci. Terminons en disant que l'absurdité d'attribuer une valeur *économique* intrinsèque ne doit pas être confondue avec le fait qu'une valeur d'usage est toujours le résultat de la combinaison du travail et de la nature ; simplement, la valeur d'usage de la nature et son existence elle-même ne sont pas mesurables car non réductibles aux catégories de l'économie.

2.1.2. Valeur et soutenabilité sociale

Des erreurs logiques analogues sont commises par la plupart des économistes, laudateurs vis-à-vis de la théorie économique dominante ou même critiques vis-à-vis d'elle, au sujet de la valeur des marchandises à notre époque où les processus de production tendent à réduire de plus en plus l'utilisation de travail vivant.

La plus grave de ces erreurs pour le sujet qui nous occupe est la suivante : beaucoup d'auteurs [Aznar, 1993 ; Passet, 1992 ; Perret, Roustang, 1993 ; Robin, 1993 ; Sue, 1994 ; Zarifian, Palloix, 1988] s'accordent pour constater les progrès incessants de la productivité du travail et, immédiatement après, déclarent qu'en raison de la diminution de la quantité de travail nécessaire à la production, et surtout en raison de la diminution de la place du travail ouvrier et du travail manuel, la notion de travail productif perd son sens. Or, ces deux affirmations mises bout à bout sont contradictoires : soit on reconnaît que la productivité du travail augmente et alors la diminution de la quantité de travail nécessaire en est synonyme ;

soit on retient l'idée que le travail productif n'a plus de sens et alors il faut abandonner tout raisonnement à partir de la productivité du travail.

Comment la critique de l'objectivation de l'économie est-elle le plus souvent formulée aujourd'hui ? « Le travail comme valeur s'étiole, au moment où la valeur-travail vacille. » [Minc, 1982, p. 233]. « La fin de la valeur travail ? » [Méda, 1994, p. 339]. La part de vérité qui figure dans ces affirmations est importante : la crise de société que nous traversons empêche, par le biais du chômage, de l'exclusion ou tout simplement d'un travail mécanisé, que les individus trouvent une identité sociale grâce au travail salarié. Les mécanismes de socialisation à l'oeuvre depuis la révolution industrielle sont donc mis en échec. La concordance entre l'évaluation économique de la force de travail et la perception qu'en ont les individus – la perception légitimant l'apparence de concordance – volent en éclats.

Mais cette part de vérité charrie avec elle un confusionnisme regrettable. La crise d'identité consécutive aux transformations du mode de production capitaliste porte en germe une contestation de la rationalité économique que ce système a sacralisée mais elle n'est pas la négation de cette rationalité. Elle en est au contraire l'expression. De quelle manière ? Le développement économique conduit à l'exclusion progressive du travail vivant du processus de production, ce qui se traduit par une augmentation de la productivité du travail et donc par une baisse des coûts de production et, à long terme, de la valeur des marchandises. Cette exclusion ne constitue pas une négation de la loi de la valeur en tant que tendance, mais au contraire en est la stricte application ou expression. Contrairement aux affirmations les plus fréquentes, la loi de la valeur n'est pas « caduque » [Gorz, 1997, p. 148] dans le champ de l'économie ; elle n'a jamais été aussi vraie. Mais, d'une part, elle n'a pas et n'a jamais eu de validité en dehors de ce champ. L'« au-delà » de la loi de la valeur dont parle Gorz [1997, p. 145] n'a de sens que dans la reconquête de champs dans lesquels elle ne gouvernerait pas, mais dire que « (l'évolution présente) exige une autre économie dans laquelle les prix ne refléteraient plus le coût immédiat du travail, de plus en plus marginal, contenu dans les produits et les moyens du travail » [Gorz, 1997, p. 148] est proprement absurde. D'autre part, il faut distinguer le fait, que « la production fondée sur la valeur d'échange s'effondre » au fur et à mesure que l'automatisation progresse ainsi que le note à juste titre Marx [1968, p. 306] et une modification, tout à fait imaginaire, du fonctionnement interne de la loi de la valeur reposant sur la quantité de travail social.

Tous ces contresens ne sont que la manifestation du fantasme de la productivité du capital : « (...) le changement intervenu depuis un siècle : ce sont désormais les machines et les systèmes qui travaillent au sens propre, et non plus les hommes. » [Méda, 1994, p. 338]. D'une part, il y a risque de confusion conceptuelle d'appliquer à la rotation mécanique des machines la notion de travail et de considérer que cette rotation est indépendante de l'intervention humaine et que le capital a une possibilité de s'accroître de manière autonome, d'autre part, il y a confusion certaine entre nombre d'unités de marchandises produites et valeur de celles-ci. Le glissement vers la théorie néo-classique est définitif avec la confusion entre valeur d'usage et valeur d'échange et l'identification de la seconde à la première : « la valeur d'usage produite peut n'avoir aucun rapport avec le temps consommé pour la produire » [Gorz, 1997, p. 140]. On ne peut que renvoyer à ce qu'écrivait Marx dans les *Grundrisse* qui se montrait bien meilleur théoricien et prévisionniste que les analystes actuels. Marx [1968, p. 305] parle toujours de la distanciation entre le travail vivant et les richesses créées, c'est-à-dire le travail et les valeurs d'usage, mais jamais il ne parle d'une soi-disant distanciation entre travail et valeur. Au contraire, explique-t-il, au fur et à mesure de l'augmentation de la productivité du travail et de la disparition du travail vivant – et il s'agit pour lui d'une « tautologie » [Marx, 1968, p. 284] – la valeur d'échange disparaît elle aussi, ce qui est, jusqu'au bout, l'esprit et la lettre de la loi de la valeur. Nous soutenons l'idée,

contre la plupart des interprétations², que l'accumulation du capital entraîne, à son point ultime, une dégénérescence de la valeur mais non une dégénérescence de la *loi* de la valeur, c'est-à-dire du critère travail à l'intérieur de la loi.

La diminution du temps de travail nécessaire à la production consécutive à la progression des techniques et des savoir-faire signifie que le travail voit sa place se réduire d'un point de vue quantitatif et que son caractère décisif se renforce d'un point de vue qualitatif. L'idée contraire, souvent avancée, entretient la confusion : dans un premier temps, on nie que le travail est seul productif de valeur ajoutée ; dans un deuxième temps, on affirme la diminution de son caractère productif ; enfin, dans un troisième temps, on s'attache à montrer que le travail n'aurait pas ou plus de caractère socialisateur, cela pour absoudre le système capitaliste qui ne sait procurer un emploi à chacun.

A la suite de l'incohérence consistant à affirmer que la notion de travail productif perd son sens tout en soulignant les progrès incessants de la productivité du travail, beaucoup d'auteurs aboutissent à la conclusion suivante : « Si le travail est un temps de plus en plus réduit, (...), peut-on continuer à faire du travail la source principale de la création de la valeur, sa mesure en même temps que la clé essentielle de sa répartition ? » [Sue, 1994, p. 231]³. Or, le travail n'a jamais été en système capitaliste la clé de la répartition des richesses. C'est le capital qui est cette clé. Cornélius Castoriadis [1978, p. 286] exprime la même chose ainsi : « à chacun, *selon ce qu'il possède* – au capitaliste, selon son capital, à l'ouvrier selon "sa force de travail" ». Croire que chaque travailleur salarié ait jamais reçu l'équivalent de son travail, entendu comme le produit de son travail, est une trivialité mystificatrice : « Vouloir continuer à rester enfermé dans la loi du siècle dernier (travail = production = salaire) est un non-sens économique » écrit Aznar [1993, p. 102] mais en oubliant que le deuxième signe = n'a jamais existé puisque l'inégalité entre production et salaire est justement le principe du salariat et de la plus-value. De même, le lien établi abusivement par la théorie dominante entre salaire et productivité ne l'a jamais été au nom de la théorie de la valeur-travail mais en référence à la théorie marginaliste. Lorsque Yoland Bresson dit que notre organisation économique est bâtie sur la valeur-travail [Bresson, 1993, p. 22], l'emploi du mot *valeur* est ici ambigu : sur le plan *des valeurs*, la phrase est juste ; sur le plan économique, elle ne l'est qu'en partie car le capitalisme n'a jamais reconnu la justesse de la théorie de la valeur-travail : tout au plus le *principe* du lien emploi-revenu est reconnu, en aucun cas le *montant* du revenu. Lorsque René Passet [1992, p. 17] écrit que « la formation des revenus se détache de plus en plus de l'activité productive », c'est encore ambigu car, macro-économiquement, tous les revenus sont toujours formés dans, et issus de, l'activité productive ; en revanche, c'est la distribution individuelle des revenus qui est détachée de l'activité productive des individus, phénomène qui n'apparaît nouveau qu'aux yeux de ceux qui pensaient que les salaires individuels reflétaient la productivité marginale, comme l'enseigne la théorie économique dominante. Ainsi Guy Aznar [1993, p. 102] écrit-il en se référant à Samuelson : « Traditionnellement, le revenu versé à tout facteur de production (entre autres le travail) était supposé avoir pour justification et contrepartie la fonction du produit qu'il avait contribué à créer. » Passet [1992, p. 16] ne laisse-t-il pas entendre que la théorie néo-classique a pu avoir un jour une fonction explicative du salaire : « Dans ces conditions, le coût marginal et la productivité marginale d'un facteur, pris isolément, perdent toute signification et la contrepartie qui servait de base à sa rémunération disparaît du même coup. » ? Perret et Roustang [1993, p. 65] abondent dans le même sens : « le lien entre le salaire et la productivité du travail s'estompe ». Notre thèse est que plus le travail vivant est exclu du processus de production et plus les connaissances et l'informationnel jouent un rôle important

². Parmi les plus récentes : Leredde [1997].

³. Voir aussi p. 234. Ainsi que Perret, Roustang [1993, p. 65-66].

, alors plus la productivité devient collective et cesse d'être individuelle : ce qui est sûr, c'est qu'il est de plus en plus impossible d'établir une relation entre la productivité individuelle, qui perd toute réalité et toute signification⁴, et la rémunération individuelle, mais cela n'a rien à voir avec une soi-disant disparition du travail comme créateur de richesses. Les mutations actuelles de l'économie capitaliste dont une grande partie *s'ingénie* à produire « de l'immatériel » ne démentent en aucune manière la loi de la valeur. Perret et Roustang [1993, p. 35] affirment hâtivement que « pour les économistes marxistes, la sphère productive se réduit à la sphère de la production matérielle ». Le contresens est ici total. Pour Smith, le travail productif correspond à la production de biens matériels et le travail improductif aux services échangés entre individus. Mais ce n'est pas le cas pour Marx : la distinction entre travail productif et improductif n'est pas fondée sur la nature de l'activité, sur la matérialité ou non du produit mais sur la nature du rapport social noué entre le travail et le capital. Est productif le travail qui correspond à une force de travail échangée contre du capital, est improductif celui qui correspond à une force de travail échangée contre du revenu et qui ne produit aucune plus-value accumulable. La fréquence du travail productif utilisé pour produire des biens matériels au XIX^e siècle par rapport à celui utilisé pour produire des services (la proportion est aujourd'hui inversée) ne doit pas être interprétée comme ayant entraîné une illusion de Marx sur la définition du critère déterminant le caractère productif du travail. C'est la force de Marx d'avoir au contraire fourni un critère échappant aux contingences de son siècle et applicable aussi bien aujourd'hui qu'hier au système capitaliste. Enfin, le fait que le capital tire en apparence une grande part de ses profits de l'économie casino que sont devenus les marchés financiers spéculatifs ne constitue pas non plus un démenti à la loi de la valeur : le capital est devenu libre de tous ses mouvements mais il n'est pas et ne peut pas devenir autonome du travail productif quant à son accroissement macro-économique, quant à son accumulation globale.

Il ne faut donc pas s'étonner que la plupart de ces auteurs aboutissent, tout en affirmant la fausseté de la théorie de la valeur-travail, à renouer avec celle de la valeur-utilité [Perret, Roustang, 1993, p. 33-34 et 68]. Ce qui, à nouveau, entre en contradiction avec leur volonté d'opérer une critique de l'utilitarisme et, en revanche, contribue à l'occultation des rapports sociaux. En effet, la négation du travail comme seul créateur de valeur va de pair avec l'hypothèse de déconnexion du revenu et du travail, confondant raisonnements micro-économique et macro-économique ainsi que production et répartition dont l'équivalence n'a jamais été que macro-économique. Négation et déconnexion qui vont à leur tour de pair avec la prétendue disparition de la *nature productive* du travail, nature productive confondue avec la *quantité* de travail, réduisant à néant la notion de productivité et contredisant l'observation de son augmentation. Négation, déconnexion et disparition qui vont enfin de pair avec l'incapacité de comprendre la dialectique des finalités du travail.⁵

La pression fétichiste du discours dominant s'exerce finalement par le biais de trois affirmations fausses dont le succès idéologique est pourtant patent :

- Ce n'est pas le travail qui produit, ce sont les machines ou bien c'est le capital, deux variantes de la même idéologie cherchant à accréditer la thèse de l'autonomie du capital, qu'il soit capital physique ou capital-argent, confondant d'abord l'autonomie de circulation,

⁴. Que la productivité individuelle perde toute signification ne signifie pas que les savoir-faire et les compétences individuels soient sans importance. Au contraire, ceux-ci sont déterminants dès qu'ils sont intégrés à l'organisation d'ensemble, mais à ce moment-là ils ne sont plus séparables les uns des autres et leur influence individuelle n'est pas isolable et donc pas mesurable.

⁵. Freyssenet [1995, p. 242] stigmatise ainsi le discours selon lequel le travail ne serait plus, s'il l'a jamais été, le fondement de la production de la valeur: « Comme si le travail se limitait à celui de l'atelier, comme si les travailleurs étaient indifférents par exemple à ce que la production se fasse en rafale ou en flux tendu, comme si ces différentes modalités n'étaient pas une mise en forme du travail, comme si l'émergence des formes nouvelles de conception, de gestion et d'organisation ne correspondaient pas à des moments, à des conjonctures, à des phases du rapport salarié. »

de mouvement et celle de son accroissement, de son accumulation, et ensuite valeurs d'usage et valeurs d'échange.

- Ce n'est pas le travail qui socialise les individus, oubliant la distinction essentielle établie aussi bien par Tönnies, Durkheim et Habermas entre deux formes de socialisation : celle provenant de l'appartenance à une communauté de proximité qui sert d'intermédiaire entre l'individu et la société, et celle provenant de la place trouvée dans l'organisation sociale dont la production est un fondement.

- La « valeur travail » (au sens des aspirations) disparaît, confondant une « baisse de la valeur travail » et la multiplication des formes de précarité imposées aux travailleurs aujourd'hui ; ainsi, Christine Afriat [1995, p. 3] donne-t-elle quelques exemples de déstabilisation de la « valeur travail » : substitution de plus en plus fréquente du contrat commercial au contrat de travail, disparition progressive du contrat de travail à durée indéterminée, recours à l'intérim. Que signifie cette confusion entre précarisation imposée et prétendues aspirations nouvelles ? La seule part de vérité qui pourrait être contenue là-dedans est qu'à la longue, les victimes de la précarité intérioriseraient peu à peu les normes nouvelles et les considéreraient comme inévitables. Qu'ils réussissent à s'y adapter prouvera leur capacité à le faire, leur intelligence, mais n'autorisera pas les sociologues et économistes à inverser la relation de cause à effet.

Il résulte de tout cela que, d'une part, sur le plan réel, la crise sociale et la crise écologique forment un tout car sans l'exploitation de la nature, celle du travail n'a plus de support matériel, et sans l'exploitation du travail, celle de la nature ne peut s'enclencher et se généraliser, et d'autre part, sur le plan théorique, la question de la soutenabilité écologique et sociale est une question de valeur(s). C'est sur ce dernier point que nous voudrions conclure.

2.2. L'économie subordonnée à l'éthique, gage de soutenabilité

La rationalité de la reproduction des systèmes vivants fonde une nouvelle éthique dont les valeurs ne sont pas réductibles à l'économie et qui peuvent s'exprimer par deux principes : les écosystèmes ont une existence qui ne peut être mesurée en termes marchands et dont le respect est un principe de vie et non un principe économique ; d'autre part, la reproduction des systèmes vivants inclut le respect de la vie des êtres humains, dans ses formes matérielles et culturelles.

L'articulation de ces deux principes suppose une organisation sociale qui économise les ressources naturelles en cessant de faire de l'augmentation de la consommation par tête l'objectif ultime, et qui économise l'homme dont l'effort productif est représenté par son travail et dont le temps de vie est la ressource suprême. La réduction du temps de travail se présente alors comme la seule perspective alternative véritable à une impossible croissance économique éternelle. La « reproduction élargie » cède alors la place à la reproduction des systèmes vivants dont les rythmes sont tout autres parce que le temps doit faire son oeuvre. Les gains de productivité qui représentent toujours une économie de temps de travail peuvent alors être utilisés pour que le temps soit restitué à ceux que l'accumulation du capital a spoliés de leur bien le plus précieux.

La définition d'un optimum social passe alors par :

- la minimisation de la consommation des ressources naturelles, c'est-à-dire la diminution du contenu en ressources naturelles de la production, de telle sorte que le taux de prélèvement des ressources renouvelables soit inférieur ou égal à leur taux de renouvellement et que la variation des ressources renouvelables substituables aux non renouvelables soit inférieure ou égale à la variation des ressources non renouvelables divisée par le coefficient technique de ressources non renouvelables utilisées pour la production du capital manufacturier ; dans ce cas, la valeur économique du prélèvement de ressources (prélèvement qui est lui-même un acte de production mesurable par du travail) diminue ; cette valeur

économique n'a rien à voir avec une prétendue valeur d'option ou intrinsèque dont le contenu éthique serait rendu économique alors qu'il n'est pas mesurable pour deux raisons : il est d'ordre qualitatif et, à supposer qu'on puisse lui attribuer une grandeur, celle-ci pourrait être infinie ;

- la prise en compte du coût de réparation des nuisances qui n'ont pu être prévenues et évitées, et du coût de la prévention de nuisances éventuelles ; ces coûts (là encore réductibles à du travail) sont donc parties intégrantes du coût de production global social, c'est-à-dire de la valeur économique ;

- la minimisation du travail par tête, dans la mesure où l'augmentation de la productivité ne se ferait que dans le respect des conditions écologiques précédentes ; dans ce cas, la valeur économique de chaque unité produite baisse, et, à volume de la production constant, la valeur économique globale de la production diminue également.

Comme les gains de productivité signifient une diminution de la valeur économique, s'ils sont utilisés pour alléger le temps de travail des hommes et non pour faire croître indéfiniment la production, la valeur économique diminue pour que les valeurs éthiques soient respectées. L'idéologie économique a asséné l'idée que la rationalité consistait à faire reculer la rareté par la croissance de la production alors qu'en fait le soi-disant recul de la rareté n'aboutit qu'à accroître celle-ci sur le plan des ressources naturelles et à assujettir la vie humaine à un renvoi à l'infini de la satisfaction des besoins. Autrement dit, la rareté ne tend pas vers zéro, comme elle devrait le faire si réellement elle reculait, mais elle tend vers l'infini par la conjonction de deux phénomènes : les ressources naturelles menacent de tendre vers zéro, et la barrière des besoins essentiels est indéfiniment repoussée.

Ainsi la perspective du développement soutenable ou durable prend un sens si celui-ci est conçu comme une *économie*, au sens premier du terme, des ressources rares et du travail humain. Economiser les premières, c'est donner du temps à la biosphère, économiser le second, c'est donner du temps à l'homme. Mais l'économie capitaliste est-elle compatible avec une économie économe ?

Références bibliographiques

- Afriat C.** [1995], « La dynamique de l'activité et sa traduction en emplois », *Partage*, n° 99, août-septembre.
- Aznar G.** [1993], *Travailler moins pour travailler tous, 20 propositions*, Paris, Syros.
- Boyer R., Chavance B., Godard O.** (sous la dir. de) [1991], *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- Bresson Y.** [1993], *L'après-salariat, Une nouvelle approche de l'économie*, Paris, Economica, 2° éd.
- Castoriadis C.** [1978], « Valeur, égalité, justice, politique : de Marx à Aristote et d'Aristote à nous », dans *Les carrefours du labyrinthe*, Paris, Seuil.
- Costanza R. et al.** [1997], *The value of the world's ecosystem services and natural capital*, *Nature*, vol. 387, n° 6630, 15 mai, p. 253-260.
- Dupuy J.P.** [1991], *Temps du projet et temps de l'histoire*, dans Boyer R., Chavance B., Godard O. (sous la dir. de), *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, p. 97-134.
- Freyssenet M.** [1995], « Historicité et centralité du travail », dans Bidet J., Texier J. (sous la dir. de), *La crise du travail*, Actuel Marx Confrontation, Paris, PUF, 1995, p. 234-235.
- Georgescu-Roegen N.** [1979], *La décroissance: Entropie-Ecologie-Economie*, 1995, 2° éd. fr., Paris, Sang de la terre.
- Gorz A.** [1997], *Misères du présent, Richesse du possible*, Paris, Galilée.
- Grossin W.** [1996], *Pour une science des temps, Introduction à l'écologie temporelle*, Toulouse, Octares.
- Harribey J.M.** [1996], « Développement soutenable et réduction du temps de travail, Analyse critique appliquée au cas de la France », Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Paris I-Panthéon-Sorbonne.
- [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- Hartwick J.M.** (1977), *Intergenerational equity and the investing of rents from exhaustible resources*, *American Economic Review*, vol. 67, n° 5, p. 972-974.
- Hotelling H.** (1931), *The economics of exhaustible resources*, *Journal of Political Economy*, vol. 39, n° 2, p. 137-175.
- Leredde D.** [1997], « Les dialectiques normatives dans l'analyse du capitalisme de Marx », *Economie et sociétés, Economica*, Histoire de la pensée économique, Série P.E., n° 25, 1, p. 147-160.
- Marx K.** (1965), *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1.
- [1968], *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.
- Méda D.** [1994], « Travail et politiques sociales, à propos de l'article d'Alain Supiot: "Le travail, liberté partagée" », *Droit social*, n° 4, avril, p. 334-342.
- Minc A.** [1982], *L'après-crise est commencé*, Paris, Gallimard.
- Passet R.** [1979], *L'économie et le vivant*, Paris, Payot, 2° éd. Paris, Economica, 1996.
- [1992], « La logique d'une mutation », *Transversales Science/Culture*, « Garantir le revenu, Une des solutions à l'exclusion », Document n°3, mai.
- Perret B., Roustang G.** [1993] *L'économie contre la société, Affronter la crise de l'intégration sociale et culturelle*, Paris, Seuil.
- PNUD** [1997], *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica.
- Rawls J.** [1971], *Théorie de la justice*, éd. fr. Paris, Seuil, 1987.
- Requier-Desjardins D.** [1996], « Temps, rationalité, règles : les règles peuvent-elles avoir une genèse purement instrumentale ? », Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, *Cahiers du C3ED*, n° 96-01, septembre.
- Ricardo D.** [1992], *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817, Paris, GF-Flammarion.
- Robin J.** [1993], « Quand le travail quitte la société post-industrielle, 1) La mutation technologique informationnelle méconnue, 2) Le travail à l'épreuve des transformations socio-culturelles », Paris, GRIT éditeur, septembre 1993 et septembre 1994.
- Say J.B.** [1840], *Cours complet d'économie politique pratique*, Paris, Guillaumin.
- Sen A.** [1993], *Ethique et économie, Et autres essais*, Paris, PUF.
- Sue R.**, [1994], *Temps et ordre social*, Paris, PUF.
- Von Mises L.** [1938], *Le socialisme, étude économique et sociologique*, Paris, Librairie de Médicis.
- Zarifian P., Palloix C.** [1988], *La société post-économique, Esquisse d'une Société Alternative*, Paris, L'Harmattan.

Annexe : critique de théorie de la valeur-temps

Yoland Bresson [1993] a proposé une théorie de la valeur-temps dont il tire une justification du revenu d'existence consacrant la dissociation de la participation à l'activité productive et de l'obtention d'un revenu. Selon lui, une unité de temps est identique pour tous les individus mais, dans la sphère économique, les unités de temps ont des valeurs d'échange différentes parce que les revenus monétaires comportent deux parts, l'une, égale pour tous, traduit la valeur du temps identique pour tous, et l'autre traduit l'efficacité de la part du temps qui est contraint c'est-à-dire consacré à l'activité productive. Il convient donc, selon Bresson, d'attribuer à tous l'équivalent de la valeur du temps : ce sera le revenu d'existence.

Comment Bresson [1993, p. 56] définit-il ce qu'il appelle « la clé de l'intégration économique : la valeur-temps » ? Le temps de vie est partagé en deux parties : le temps contraint consacré à l'activité productive, c'est-à-dire grosso modo le travail, et le temps libre ou disponible. Dans la mesure où tous les individus ne répartissent pas leur temps de manière identique entre ces deux parts, l'unité de monnaie, sans laquelle il ne peut y avoir d'insertion dans la société, ne peut servir d'unité de mesure de la valeur. Mais l'intégration reste possible parce que « la masse de monnaie est répartie selon les individus de manière inégale, de telle façon que l'unité de temps représente, pour tous, la même valeur économique » [Bresson, 1993, p. 57].

En appelant :

x la fraction du temps disponible d'un individu,

m la quantité moyenne de monnaie disponible par individu, c'est-à-dire le revenu monétaire moyen dans l'économie,

R le revenu perçu par l'individu,

n le nombre d'individus,

$$R = k \cdot \frac{m}{1-x} \quad \text{avec } k \text{ désignant l'expression de l'étalon-temps obtenu en faisant la}$$

moyenne harmonique des temps contraints de tous les individus, c'est-à-dire la moyenne harmonique des temps de travail, ou encore la proportion moyenne (harmonique) du temps physique consacrée à l'activité économique ; inversement $1/k$ représenterait le coefficient multiplicateur du temps économique par rapport au temps physique [Bresson, 1993, p. 57] :

$$k = \frac{n}{\frac{1}{1-x_1} + \frac{1}{1-x_2} + \dots + \frac{1}{1-x_n}} = \frac{n}{\sum_{i=1}^n \frac{1}{1-x_i}} .$$

Nous allons ordonner les remarques et objections à la thèse de Bresson autour de deux questions : la première concerne l'origine des revenus et leur affectation, la seconde concerne la nouvelle théorie de la valeur que prétend élaborer Bresson.

1. L'origine des revenus et leur affectation dans la théorie de la valeur-temps de Bresson

La répartition des revenus est-elle posée comme un fait à partir duquel sont déduites les occupations différentes du temps et donc la valeur de k , ou bien les différentes occupations sont-elles postulées pour en déduire la répartition ? Il semblerait que, dans la partie théorique de son livre [Bresson, 1993, chapitre 1], Bresson parte des affectations différentes entre temps libre et temps contraint, et, au sein de ce dernier, entre les temps affectés à chaque bien, et que, dans l'annexe 1 du même livre, il parte de la répartition des revenus existante lorsqu'il écrit : « En observant la répartition constatée des revenus primaires personnels, on peut extraire la mesure de la valeur-temps. » [Bresson, 1993, p. 196].

En reprenant les notations :

R_i pour le revenu monétaire de l'individu i ,

x_i la fraction du temps qui est libre,

et en appelant⁶ y_i celle qui est contrainte (c'est-à-dire $y = 1 - x$),

on déduit de son analyse que $R_1 y_1 = R_2 y_2 = \dots = R_i y_i = km \quad \forall i$,

km étant la valeur réelle de l'unité de temps [Bresson, 1993, p. 57].

Donc $R_i = km/y_i$, et par suite $\sum R_i = km \sum 1/y_i$,

puis on obtient la part de l'individu i dans le revenu national en calculant le rapport :

$$\frac{R_i}{\sum R_i} = \frac{\frac{km}{y_i}}{km \sum \frac{1}{y_i}} = \frac{1}{y_i \sum \frac{1}{y_i}}.$$

Autrement dit, plus la fraction du temps contraint est faible, plus le revenu de l'individu est grand, ou bien encore, plus l'individu est performant, plus il gagne d'argent. Cela est bien montré par l'analyse de Bresson [1993, p. 82] :

$$\text{si } R_i = \frac{km}{1-x_i} = \frac{km}{y_i} = \frac{km(y_i + x_i)}{y_i} = km + km \frac{x_i}{y_i} = km \left(1 + \frac{x_i}{y_i} \right),$$

$$\text{alors } \frac{R_i}{\sum R_i} = \frac{km \left(1 + \frac{x_i}{y_i} \right)}{km \sum \frac{1}{y_i}} = \frac{\left(1 + \frac{x_i}{y_i} \right)}{\sum \frac{1}{y_i}}.$$

Mais comment distinguer un faible temps contraint du fait d'une haute productivité et efficacité et celui contraint du fait d'être réduit au chômage ? A cette question Bresson répond : « C'est la participation à la distribution des revenus primaires, tirés des échanges de temps médiatisés par la monnaie, qui sépare le chômeur du faible temps contraint dû à une haute productivité. »⁷ Comme nous le verrons plus loin cette réponse détruit la cohérence de l'argumentation de l'auteur car il est obligé de faire précéder la génération et la distribution des revenus de l'organisation productive. Il ne pouvait en être autrement.

L'étalon k est la moyenne harmonique des temps contraints. Il n'y a là aucun hasard ou « clin d'oeil au destin » comme le croit Bresson [1993, p. 58]. Cela résulte simplement du fait que le revenu moyen monétaire m a été défini comme une moyenne arithmétique. Si on avait posé l'inverse, c'est-à-dire si le revenu moyen avait été la moyenne harmonique des revenus, alors l'étalon k aurait été une moyenne arithmétique. Cette symétrie est obligatoire dès lors que dans les deux cas la valeur-temps de Bresson (km) est postulée égale au revenu d'un individu multiplié par la fraction de son temps contraint. Ainsi, en appelant, pour les différencier de ceux de Bresson, r le revenu moyen et h l'étalon, on aurait : $r = n / \sum 1/R_i \Leftrightarrow n = r \sum 1/R_i$,

$$\text{avec } R_i y_i = hr \Leftrightarrow y_i = hr/R_i \quad \forall i, \quad \text{d'où : } \sum y_i = hr \sum 1/R_i = hn, \quad \text{et : } h = \sum y_i / n.$$

Comment évolue l'étalon k ? Supposons que x soit nul pour tout individu. Donc $y_i = 1 \quad \forall i$.

Dans ces conditions, $k = n / (\sum 1/y_i) = n/n = 1$.

D'où $km = m$. Le revenu moyen correspond alors au revenu créé pendant le temps total ou pendant le temps contraint puisqu'ils sont identiques. Cela signifie que les actifs sont soit trop productifs, soit trop avides, soit trop peu productifs par rapport à leur avidité et qu'ils sont donc totalement contraints.

Il suffit d'un seul $y_i \neq 1$ pour que $k < 1$ et $km < m$, m étant la valeur produite pendant une unité de temps contraint (mais aussi pendant une unité de temps total puisque seul le temps contraint est productif). La limite de k quand un seul y_i tend vers 0 est 0.

⁶. C'est nous qui introduisons cette notation y pour alléger certains calculs.

⁷. Lettre personnelle de Y. Bresson du 25 mai 1994 en réponse à la question que nous lui avons posée par écrit.

Supposons l'individu i et le bien j . A partir du moment où l'on définit la valeur du bien j pour l'individu i comme suit :

$$p_{ij} = km \ y_{ij}/y_i ;$$

en appelant q_{ij} la quantité de bien j produite par l'individu i , la valeur des biens pour l'individu i est égale à :

$$p_{i1} q_{i1} + p_{i2} q_{i2} + \dots = \sum_j p_{ij} q_{ij} = \sum_j km \frac{y_{ij}}{y_i} q_{ij} = \frac{km}{y_i} \sum_j y_{ij} q_{ij} = km \frac{y_i}{y_i} = km .$$

Ce résultat n'est-il pas tautologique puisqu'il découle de la définition de la valeur ? km tire sa signification de celle de k qui est la proportion du temps total occupée par le temps contraint. Comme m est la valeur par tête créée pendant le temps total, dont seule une partie est active et productive, km n'est-elle pas la part de m que l'on décide d'affecter à cette part de temps qui est contrainte ?

La répartition $km/y = km (1 + x/y)$ scinde comme le dit Bresson le revenu de chaque individu en deux parts, l'une correspondant à cette part affectée en proportion du temps social moyen contraint, l'autre correspondant à cette même part pondérée par le coefficient de liberté, dépendant du degré de productivité (ou d'exclusion !). Cette somme algébrique constitue-t-elle une preuve de la validité théorique de cette coupure puisqu'elle découle d'une des hypothèses de départ : les revenus individuels sont proportionnels aux productivités ? Bresson n'indique-t-il pas que la part kmx/y rémunère les différences entre individus ? « Différence dans les performances temps avec lesquelles sont réalisés des programmes différents. » [Bresson, 1993, p. 82].⁸

Quels sont les individus entrant dans la population étudiée ? Si on se dispense de préciser comment on distingue le faible temps contraint d'un individu très productif et le faible temps contraint d'un chômeur exclu, n'aboutit-on pas à une contradiction ? Prenons un individu exclu noté e . La valeur de k sera influencée par y_e proche de 0 : $k = n / (1/y_1 + 1/y_2 + \dots + 1/y_e + \dots + 1/y_n)$.

Si y_e tend vers 0, k tend vers 0. Comme le revenu d'un exclu $R_e = km/y_e$, tant que y_e est différent de 0, R_e est en quelque sorte retenu (tiré vers le haut) par la moyenne des temps contraints qui entrent dans la composition de k . Mais plus y_e s'approche de 0 ou plus le nombre d'exclus augmente, plus k tend rapidement vers 0, sauf à supposer que l'exclusion des uns contribue à améliorer la productivité des autres de telle sorte que cette dernière conséquence fasse plus que compenser l'augmentation de l'exclusion. Par conséquent, si k tend vers 0, alors km aussi. Ne débouche-t-on pas sur un revenu d'existence qui mériterait bien son qualificatif de minimum ?

On voit bien à nouveau ici les limites du fameux « clin d'oeil » de la moyenne *harmonique* : la valeur nulle d'un seul élément suffit à annuler la moyenne harmonique de tous les éléments. Si l'on avait défini l'étalon comme la moyenne arithmétique des temps contraints, nous avons vu que la moyenne des revenus monétaires aurait été la moyenne harmonique des revenus monétaires versés. Dans ce cas, si le temps contraint y_e d'un individu exclu est nul, cela a pour conséquence d'annuler son revenu monétaire. Il ne toucherait même pas le revenu d'existence que lui promet Bresson. Démonstrons-le, en reprenant les notations ci-dessus pour les différencier de celles correspondant à l'hypothèse de Bresson :

$R_e y_e = hr$; si $y_e = 0$, alors $R_e y_e = 0$ et donc $hr = 0$; mais comme $h \neq 0$, $r = 0$; comme $r = n/(\sum 1/R_i)$, il y a au moins un R_i nul puisque n ne l'est pas. L'exclu sera donc celui qui ne perçoit rien.

Y a-t-il une loi statistique de la répartition des revenus ? Yoland Bresson renoue avec la recherche d'un modèle statistique universel de la répartition du revenu disponible inaugurée à la fin du siècle dernier par Pareto. Or un tel modèle universel n'existe pas [Chauvel, 1995] : pas plus un modèle résultant d'une loi naturelle comme le croyait Pareto que celui résultant des différences d'occupation du temps comme le croit Bresson. Au lieu de poser *a priori* l'utilisation du temps dont découleraient les inégalités de revenus, ne faut-il pas considérer d'abord les positions sociales et les procédures institutionnelles qui les légitiment ou les corrigent déterminant largement et de manière simultanée les

⁸. Dans la lettre personnelle citée plus haut, Bresson nie que son hypothèse soit que les revenus individuels sont proportionnels aux productivités (« L'inégalité des revenus distribués, qui apparaissent liés à la productivité, est une conséquence de l'inégalité d'utilisation du temps et de la nécessité que la monnaie assure convenablement la médiation des échanges »), mais il poursuit en indiquant que « les paramètres d'inégalité (...) dépendent de l'organisation productive ».

deux éléments suivants qui sont effectivement liés entre eux : les revenus et les manières d'occuper le temps ?

2. Une nouvelle théorie de la valeur ?

Quelle est l'idée directrice qui sous-tend nos interrogations et celle que nous croyons percevoir dans les analyses de Bresson ? Il faut d'abord éviter les malentendus et dire notre accord total avec quelques propositions simples. Ainsi, la pauvreté et l'exclusion ne sont pas à mettre au compte d'une insuffisance de ressources ou de croissance de celles-ci mais à celui de leur répartition. De même, le droit à l'existence matérielle et à la reconnaissance sociale de chacun est un droit fondamental ; traduire cela sur le plan monétaire par la reconnaissance d'un droit pour chacun de disposer d'un revenu est moralement, humainement, indiscutable. Nous sommes en revanche moins convaincu par les justifications théoriques qui en sont données.

Bresson dit que « la valeur-temps va supplanter la valeur-travail comme fondement de toutes les valeurs » [Bresson, 1993, p. 16]. Or son modèle répartit le revenu national (m en étant la moyenne par individu), revenu national qui est issu du temps de travail contraint. Autrement dit, la théorie de la valeur-temps ne semble pas fonder une nouvelle théorie de l'origine de la valeur mais propose un mode de répartition original des richesses *déjà créées* par le travail.

Le souci de fonder une *nouvelle* théorie de la valeur est récurrent dans la pensée économique. Mais, d'une part, cela n'aboutit-il pas à de simples quiproquos ? Par exemple, à deux reprises, Bresson [1993, p. 56 et 106] invoque Proudhon pour expliquer que le propre du travail humain est de dégager un surplus au fur et à mesure que la production économise du temps, et il en conclut que le concept de plus-value de Marx est erroné. Or, Bresson assimile deux notions totalement différentes : le surplus social approprié que Marx appelle plus-value et le surplus de croissance et de productivité auquel fait allusion Proudhon. Dans un cas on raisonne à un moment donné, dans l'autre dans le temps.

D'autre part, Bresson n'atteint pas son but d'échapper à l'alternative valeur-travail/valeur-utilité tout en reconnaissant les mérites de l'une et de l'autre [Bresson, 1993, p. 60].⁹ Dans la mesure où il postule l'égalité : $km = \sum_j p_{ij} q_{ij} \quad \forall i$, égalité qui naît de l'échange, n'est-ce pas retourner à la

problématique néo-classique considérant que la valeur des biens est subjective ? La force d'un idéal (donner un revenu décent à chacun) peut-elle reposer sur une philosophie... idéaliste ? Bien que Bresson affirme s'en démarquer, ne reproduit-il pas une conception de l'économie qui fait abstraction de la production (on la considère réalisée puisque km évolue avec la croissance économique) ?

Disons le nettement, l'intuition de Bresson [1993, p. 41 et 42] est juste : toute relation d'échange est un échange de temps. Mais de quel temps ? Nous ne croyons pas à la justesse de la conséquence qu'il en tire : « seul le temps produit, il est la substance donnant une valeur au produit » [Bresson, 1993, p. 56].¹⁰ Sauf si on précise qu'il s'agit du temps contraint, puisque par définition ce ne peut être le temps libre qui, selon l'auteur, « correspond à une réserve » [Bresson, 1993, p. 49] ; $1/k$ est d'ailleurs le coefficient d'extension possible de la production compte tenu de l'efficacité productive. Si on ne précise pas ce point, on retombe dans la conception autrichienne qui substitue la valeur du temps à l'exploitation du travail pour expliquer l'origine du profit. Que vaudrait km si x était égal à 1 pour tout le monde, c'est-à-dire si tout le temps de vie était du temps libre ? Il vaudrait doublement zéro puisque k serait nul (moyenne des temps contraints nulle) et m aussi (il n'y a rien à répartir¹¹). Ce

⁹. Pour la première, celle de Ricardo, la valeur est une qualité intrinsèque de la marchandise du fait qu'elle est produite par le travail ; pour la seconde, celle des marginalistes, la valeur est aussi une qualité intrinsèque du bien parce qu'il est utile. Dans un cas, la valeur naît dans la production, dans l'autre sur le marché. Marx n'adhère à aucune de ces deux positions puisqu'il montre que la valeur résulte d'un travail social validé par le marché.

¹⁰. On pourrait relever en outre un substantialisme aussi désuet que celui dont faisaient preuve les classiques avec leur conception de la valeur-travail et dont font preuve les néo-classiques avec celle de la valeur-utilité. Marx a montré que le travail, pas plus que l'utilité d'ailleurs, ne donnait une valeur aux marchandises indépendamment des rapports sociaux et de la régulation marchande.

¹¹. On pourrait objecter que si $x = 1$, cela signifie que l'ère de l'abondance est arrivée grâce à l'automatisation absolue. Dans ce cas, dilemme : ou bien on considère que $m = 0$ parce que le revenu national physiquement infini n'a pas de valeur étant obtenu sans aucun effort, alors $km = 0$, ou bien on considère que $m = \infty$ comme le fait Yoland Bresson dans la lettre personnelle citée plus haut, mais alors c'est qu'on substitue sous m la notion de production en nature à celle de revenu

double zéro n'est-il pas un sacré clin d'oeil en retour de la valeur-travail à un modèle de répartition de celle-ci ?

Enfin, quelle est la portée éthique de l'attribution d'une valeur monétaire au temps libre ? Pour Bresson, la valeur-temps est la contrepartie en monnaie de la valeur du temps libre : « Ethiquement c'est la valeur de la vie, de toute vie avant qu'elle se remplisse d'échanges et pour qu'elle puisse échanger du temps avec les autres. »¹² Comment concilier le fait que la valeur-temps serait la valeur de toute vie et celui que les valeurs-temps seraient différentes entre deux populations aux niveaux de développement différents? La *valeur de la vie*, pour reprendre les termes de l'auteur, d'un Africain serait-elle moindre que celle d'un Européen puisque les valeurs-temps calculées par Bresson sont différentes ? Cela augure bien mal d'une problématique de justice et de solidarité véritables et cela rappelle trop l'expression pour le moins malheureuse de Lawrence Summers au sein de la Banque Mondiale¹³.

Pour conclure ce point, nous ne pouvons tenir la théorie de la valeur-temps formulée par Bresson comme fondatrice d'une nouvelle théorie de la valeur. Elle est tout au plus une théorie de la répartition. Et celle-ci est contestable dans le cadre d'une problématique de la solidarité intragénérationnelle [Harribey, 1996].

monétaire et qu'on confond infinité de produits et infinité de valeur ; de plus, cette solution se heurte à une indétermination: $km = 0_{\infty}$.

¹². Lettre personnelle, op. cit.

¹³. « Le calcul du coût d'une pollution dangereuse pour la santé dépend des profits absorbés par l'accroissement de la morbidité et de la mortalité. De ce point de vue, une certaine dose de pollution devrait exister dans les pays où ce coût est le plus faible, autrement dit où les salaires sont les plus bas. Je pense que la logique économique qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles est imparable. » [Summers L., extraits dans *Courrier international*, n° 68, 20 février 1992].